REPUBLIQUE GABONAISE
Union- Travail - Justice

LOI DE FINANCES EXERCICE 2002

Présenté

Au nom de M. Jean François NTOUTOUME EMANE

Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Par M. Emile DOUMBA

Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

TABLES DES MATIERES

PREMIERE PARTIE : LE TEXTE DE LOI 5

TITRE I: EVALUATION DES VOIES ET MOYENS 7
TITRE II : DISPOSITIONS FISCALES 8
TITRE III : DISPOSITIONS DOUANIERES 19
ANNEXE A LA LOI DE FINANCES 21
ANNEXE N°1 : RESSOURCES DE L'ETAT 23
ANNEXE N°2 : CHARGES DE L'ETAT 24
ANNEXE N°3 : BUDGET DE VELOPPE DES RECETTES 26
ANNEXE N°4 : RECETTES HORS PETROLE 28
ANNEXE N°5 : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT 29

DEUXIEME PARTIE : AFFECTATION, REPARTITION ET UTILISATION DES CREDITS 31

LES CREDITS OUVERTS AU TITRE DE LA LOI DE FINANCES 2002 33
ANNEXE N°1 : PARTIE I- CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE 33
ANNEXE N°2 : PARTIE II-DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 34
ANNEXE N°3 : PARTIE III-DEPENSES D'INVESTISSEMENT (TITRE 6 ET 7) 41
ANNEXE N°4 : PARTIE IV-PRETS ET AVANCES (TITRE 8) 42
ANNEXE N°5 : DETAIL DES TRANSFERTS ET INTERVENTIONS 43
ANNEXE N°6 : DETAIL DES COTISATIONS INTERNATIONALES 46

PREMIERE PARTIE : LE TEXTE DE LOI

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE GABONAISE
UNION-TRAVAIL-JUSTICE

LOI N°021/01
DETERMINANT LES RESSOURCES ET LES CHARGES DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2002.

L'Assemblée Nationale et le Sénat
ont adopté

Le Président de la République, Chef de l'Etat,
promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. – La présente loi, prise en application des dispositions de l'article 47 de la Constitution, détermine les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2002.

TITRE I :

EVALUATION DES VOIES ET MOYENS

Article 2. – Le Gouvernement est autorisé à percevoir les ressources correspondant aux prévisions contenues dans la présente loi en vue de couvrir les charges de l'Etat, des Collectivités Locales et des Etablissements Publics décentralisés présentées en annexes.

Les ressources du budget résultent des emprunts, des dons prévus en 2002 et de l'application des dispositions du Code Général des Impôts Directs et Indirects, du Code et du Tarif des Douanes de l'UDEAC et du Code des Domaines, de l'Enregistrement et du Timbre retenues en 2002.

Article 3. - Les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2002 sont arrêtées en équilibre à la somme de mille trois cent trente quatre milliards quatre cent douze millions (1.334.412.000.000) de francs cfa.

Ces ressources et ces charges sont ventilées en annexes 1 et 2 de la présente loi.

Article 4. -Les ressources sont constituées de ressources propres pour la somme de mille quarante un milliards six cent vingt trois millions (1.041.623.000.000) de francs cfa et de ressources extraordinaires pour la somme de deux cent quatre vingt douze milliards sept cent quatre vingt neuf millions (292.789.000.000) de francs cfa dont deux cent soixante sept milliards sept cent quatre vingt neuf millions (267.789.000.000) de francs cfa de financement exceptionnel.

Article 5. -Les charges sont constituées de dépenses de fonctionnement, d'investissement et de prêts et avances pour la somme de sept cent quarante deux milliards quatre cent quatre vingt treize millions (742.493.000.000) de francs cfa, de celles résultant des engagements financiers de l'Etat pour la somme de cinq cent quatre vingt onze milliards neuf cent dix-neuf millions (591.919.000.000) de francs cfa.

Article 6. – Les plafonds des grandes catégories de dépenses, pour l'exercice 2002, sont arrêtés tels qu'il suit :

CATEGORIES DE DEPENSES	MONTANT en francs cfa
PARTIE I : CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE	591 919.000.000
PARTIE II : DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	504.600.000.000
PARTIE III : DEPENSES D'INVESTISSEMENT	231.893.000.000
PARTIE IV : PRETS ET AVANCES	6 000 000 000
TOTAL DEPENSES	**1.334.412.000.000**

TITRE II :
DISPOSITIONS FISCALES

Article 7. - Les articles et tableaux du Code Général des Impôts Directs et Indirects sont modifiés comme suit :

Chapitre II
Bénéfice Imposable

Section II :
Plus-Values

« Article 7 nouveau :

a/ « Les plus-values autres que celles réalisées sur les marchandises résultant de l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires, de parts sociales ou d'obligations à la suite de la fusion des sociétés anonymes, en commandite par actions ou à responsabilité limitée sont exonérées de l'impôt frappant les bénéfices réalisés par ces sociétés à condition que la société absorbante ou nouvelle ait son siège au Gabon.

Le même régime est applicable lorsqu'une société anonyme, en commandite par actions ou à responsabilité limitée apporte l'intégralité de son actif à deux ou plusieurs sociétés constituées à cette fin (cas de scission) ou partie de ses éléments d'actif à une société constituée sous l'une de ces formes (cas d'apport partiel) à condition :

- que la ou les sociétés bénéficiaires de l'apport aient leur siège social au Gabon ;

- que les apports résultant de ces conventions prennent effet à la même date pour les différentes sociétés qui en sont bénéficiaires et entraînent dès leur réalisation –en cas de fusion ou de scission– la dissolution immédiate de la société apporteuse.

Toutefois, l'application des dispositions du présent article est subordonnée à l'obligation constatée dans l'acte de fusion ou d'apport de calculer, en ce qui concerne les éléments autres que les marchandises comprises dans l'apport, les amortissements annuels à prélever sur les bénéfices, ainsi que les plus-values ultérieures résultant de la réalisation de ces éléments d'après le prix de revient qu'ils comportaient pour les sociétés fusionnées ou les sociétés apporteuses déduction faite des amortissements déjà réalisés par elles.

Cette obligation incombe dans le cas visé au 1er alinéa à la société absorbante ou nouvelle, et dans le cas visé au 2ème alinéa, soit respectivement aux sociétés bénéficiaires des apports proportionnellement à la valeur des éléments d'actif qui leur sont attribués, soit à la société bénéficiaire de l'apport partiel.

b/ Les distributions effectuées par des entreprises constituées sous la forme de sociétés d'investissement à capital variable provenant des plus-values de cession sur le portefeuille-titres qu'elles détiennent ne sont pas comprises dans le bénéfice passible de l'impôt sur les sociétés.

Les plus-values de cession d'actions des entreprises constituées sous la forme des sociétés d'investissement à capital variable ne sont pas également comprises dans le bénéfice passible de l'impôt sur les sociétés lorsque lesdites actions ont été détenues au moins cinq ans.

Les distributions provenant d'autres produits que les plus-values de cession de titres y compris les dividendes restent comprises dans le bénéfice soumis à l'impôt.

Le bonus de liquidation dégagé lors de la dissolution de ces entreprises n'est pas également compris dans le bénéfice passible de l'impôt si la liquidation de la société intervient plus de cinq ans après sa création.

c/ Le bénéfice des dispositions prévues au « b » du présent article est réservé aux entreprises constituées sous forme de sociétés d'investissement à capital variable respectant les obligations suivantes :

- l'entreprise n'investit pas plus de 20% de son capital dans une même société ;
- les participations de l'entreprise ne doivent pas être majoritaires dans les sociétés cibles ;
- des capitaux investis doivent être dans la zone CEMAC dont au moins 80% au Gabon ;
- avoir obtenu un agrément du Ministre chargé des Finances ».

« Article 27 bis nouveau (Ord. 01/98/PR) :

Il est institué à compter du 1er janvier 1999 au profit de l'Etat, un prélèvement sur les sommes payées aux prestataires de services soumis à l'impôt sur les sociétés mais non assujettis à la T.V.A., lorsque les prestations en cause relèvent par nature de l'exercice des professions libérales.

A compter du 1er janvier 2001, le prélèvement prévu au paragraphe ci-dessus s'applique également aux sommes payées en rémunération des prestations de services de toute nature rendues par ces mêmes personnes dès lors qu'elles ne sont pas assujetties à la T.V.A.

Le prélèvement prévu au présent article est effectué et reversé à la caisse du comptable du Trésor dans les mêmes conditions avec le bordereau de versement spécifique et à la même date que le précompte prévu à l'article 127 bis ci-dessous. »

« Article 127 bis nouveau :

Il est institué à compter du 1er janvier 1999 au profit de l'Etat, un prélèvement sur les sommes payées aux prestataires de services soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans la catégorie des revenus non commerciaux lorsque les revenus en cause relèvent par nature de l'exercice des professions libérales, mais non assujettis à la TVA.

A compter du 1er janvier 2001, le prélèvement visé au 1er paragraphe ci-dessus s'applique également aux sommes payées en rémunération des prestations de services de toute nature rendues par des personnes soumises à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux mais non assujettis à la TVA.

Le prélèvement est effectué par le bénéficiaire des prestations de services quel que soit son statut.

Sont également visées par le présent prélèvement les sommes payées à des personnes qui exécutent dans des entreprises ou auprès des tiers des prestations de services de toute nature, même lorsque ces personnes ont le statut de salarié dans leur qualification habituelle.

Le prélèvement prévu au paragraphe 1er ci-dessus constitue un précompte sur les impôts dus par le titulaire des revenus en cause. Il est imputable sur les impôts dont il est redevable jusqu'au troisième exercice qui suit celui du prélèvement.

Le taux du prélèvement est fixé à 9,5% du montant de la rémunération du service.

Les redevables du prélèvement sont tenus de reverser à la caisse du comptable du Trésor le montant précompté accompagné d'un bordereau de versement établi en quatre exemplaires fourni par l'Administration.

Deux exemplaires du bordereau sont rendus accompagnés d'une quittance à la partie versante par le Trésor Public. La partie versante donne ensuite un exemplaire et la quittance au prestataire.

Un exemplaire est conservé par le comptable du Trésor en appui de sa comptabilité.

Le quatrième exemplaire est envoyé à la Direction Générale des Contributions Directes.

Le versement est effectué le 25 du mois qui suit celui du paiement des sommes.

Le retard, le défaut de déclaration ou du versement du prélèvement sont sanctionnés par une amende de 50%.

L'inexactitude dans la déclaration donne lieu à une pénalité de mauvaise foi égale à 100% des droits éludés. »

LIVRE DEUXIEME :
Taxe sur le Chiffre d'Affaires

TITRE PREMIER :
T.V.A.

« Article 164 nouveau :

1/ Les personnes visées à l'article 163 ci dessus, soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qu'elles soient ou non enregistrées comme prévu à l'article 188 ci-dessous, sont des redevables de la taxe si leur chiffre d'affaires s'établit à :

- Soixante millions de francs cfa pour les prestations de service ;
- Quatre vingt millions de francs cfa pour la généralité des opérations.

Le seuil du chiffre d'affaires annuel visé ci-dessus est porté à cinq cent millions (500.000.000) de francs cfa pour les personnes qui exercent des activités d'exploitation forestière (Loi 08/98).

2/ Sont assujettis obligatoirement à la taxe sur la valeur ajoutée lorsque leur chiffre d'affaires atteint quarante millions (40.000.000) de francs cfa au cours de l'exercice, les entreprises exerçant les activités ou professions suivantes :

- Transitaires ;
- Entrepreneurs de transport terrestre ;
- Fournisseurs des pièces détachées et accessoires d'automobile ;
- Auto-écoles ;

- Professions juridiques et comptables exercées de façon indépendante : avocats, huissiers de justice, notaires, syndics judiciaires et cabinets comptables ;
- Gestion immobilière, imprimerie et reprographie ;
- Placement de personnels ;
- Photographes et teinturiers ;
- Loueurs de matériel ;
- Restaurateurs. »

« **Article 166 nouveau :**

Sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée :

2°/ les opérations suivantes, dès lors qu'elles sont soumises à des taxations spécifiques exclusives de toute taxation sur le chiffre d'affaires :

- les ventes des produits des activités extractives ;
- les opérations liées aux contrats d'assurance et de réassurance réalisées par les compagnies d'assurance et de réassurances dans le cadre normal de leur activité ainsi que les prestations de services afférentes à ces opérations effectuées par les courtiers et autres intermédiaires d'assurance ;
- les opérations ayant pour objet la transmission des biens immobiliers et des biens meubles incorporels passibles des droits d'enregistrement ;
- les opérations relatives aux locations civiles de terrains non aménagés et de locaux nus ;
- les opérations de manutention-bord des produits destinés à l'exportation.

9°/ les importations suivantes :

- les importations des biens exonérés dans le cadre de l'article 241 du Code des Douanes de l'Union Douanière Economique de l'Afrique Centrale, complété par l'Acte 2/92 U.D.E.A.C.556-SEI ;
- l'importation des bateaux de pêche et des aéronefs. »

« **Article 188 nouveau :**

Tout redevable de la taxe sur la valeur ajoutée doit, dans les quinze jours qui suivent le début de son activité, souscrire auprès du service de la T.V.A. une déclaration d'existence assortie d'une demande d'enregistrement en tant que redevable de la taxe sur la valeur ajoutée.

Le service de gestion de la T.V.A. délivre un certificat d'enregistrement ouvrant droit à l'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée et attribue au redevable un Numéro d'Identification Fiscale, en abrégé N.I.F.

Un redevable ne peut se prévaloir de la qualité d'assujetti qu'après enregistrement et attribution d'un numéro d'identification fiscale.

Seule la qualité d'assujetti prévue au présent article peut conférer au redevable le droit à récupération de la taxe sur la valeur ajoutée. »

TITRE PREMIER :
T.V.A

CHAPITRE III
Modalités pratiques

Section II
Liquidation et recouvrement

« Article 200 nouveau :

La Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes est chargée du recouvrement et du contrôle de la taxe sur la valeur ajoutée. La taxe est versée à la recette TVA de la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes».

A compter du 1er janvier 2002, la taxe sur la valeur ajoutée est précomptée sur les règlements des marchés de l'Etat, des collectivités locales et des administrations dotées d'une autonomie financière, le précompte effectué est égal à 60% du taux de la taxe due sur les marchés ou telle qu'elle est prévue dans la convention ou sur la facture.

Le précompte prévu au présent article donne lieu à :

- un versement du montant précompté à la caisse du receveur de la TVA à la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes accompagné de l'identification fiscale du fournisseur ;
- la délivrance d'une quittance par la recette TVA de la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes et faisant office de justification de la taxe précomptée.

Les modalités du précompte ainsi prévues sont fixées par arrêté du Ministre de l'Economie des Finances, du Budget et de la Privatisation.

ANNEXE AU CHAPITRE PREMIER

Le tableau des Patentes est complété comme suit :

PROFESSIONS	TABLEAU	CLASSE OU T.D	TARIF			TAXES VARIABLES
			ANCIEN	NOUVEAU		
			-	Communes	DEPTMTS	
❖ **Culture Physique (salle de)**	A	5ème		85.000	60.000	
❖ **Entrepôt (Concessionnaire d')**	A	3ème	110.000	170.000	100.000	
❖ **Friperie**	B	TD	40.000	100.000	60.000	
❖ **Interprète-Traducteur**	A	5ème	65.000	85.000	60.000	
❖ **Matériel et Mobilier d'occasion**	A	3ème		170.000	110.000	
❖ **Télécommunication**						
1)- Téléphonie mobile (entreprise de....)	B	T.D	270.000	❖ 270.000 ❖ 200.000	170.000	
2)- Téléboutique (1 à 3 boxes)	B	T.D	170.000	110.000	80.000	1.500/box
3)- Téléboutique (plus de 3 boxes)	B	T.D	170.000	110.000	80.000	
4)- Cybercafé (1 à 3 appareils)	B	T.D		110.000	80.000	5.000/appareil
5)- Cybercafé (plus de 3 appareils)	B	T.D		110.000	80.000	
❖ **Transports fluviaux, lagunaires et maritime (entreprises de ...)**						
1)- de personnes	B	T.D	80.000	80.000	60.000	200/place
2)- de marchandises	B	T.D		80.000	60.000	150/tonneau
❖ **Transfert d'argent (entreprises de...)**	B	T.D		300.000	200.000	
Véhicule d'occasion (vendeur de ...)	A	3ème		170.000	100.000	

❖ **(Libreville, Port-Gentil et Franceville)**

❖ **(Autres communes)**

PROJET DE REVISION DU TABLEAU DES LICENCES/2002

PROFFESSIONS	CLASSES	TARIFS		
		LBV/POG/FCV	Autres communes	Départements
Hôtels, Cafés, Restaurants faisant dancing Marchands en gros de boissons alcoolisées	1ère	**400 000**	**250 000**	**150 000**
Vente au détail des boissons alcoolisées à emporter	2ème	**250 000**	**150 000**	**100 000**
Cafés-Restaurants ne faisant pas dancing	3ème	**180 000**	**100 000**	**90 000**
Vente au détail des boisons alcoolisées à consommer sur place	4ème	**90 000**	**60 000**	**40 000**
Commerçants au petit détail vendant des boissons alcoolisées	5ème	**40 000**	**30 000**	**25 000**

❖ **Transport ferroviaire** **Tab. B**

Taxes Déterminées
- Etablissement principal (siège social) 370.0000
- Etablissement secondaire (gares) 170.0000

Taxes Variables
- 200 frcs CV
- 150 frcs par place

❖ **Location ferroviaire (voies)** **Tab. B**

Taxes déterminées 270.000

Taxes variables
- 200 frcs / tonne
- 150 frcs / place

Article 8. -Il est institué à compter du 1er janvier 2002, au profit de l'Etat, une contribution au développement de la route (C.D.R.) pour l'extension et l'aménagement du réseau routier.

Paragraphe 1 : Sont assujettis à la contribution au développement de la route :

- des entreprises ;
- des salariés ;
- des titulaires des revenus fonciers.

Sont également soumis à la contribution les importations de matériel roulant et des pièces qui s'y attachent suivant une liste fixée par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Paragraphe 2 :

La contribution est prélevée mensuellement par les employeurs à leurs salariés comme suit :

- 1500 F pour les salaires bruts inférieurs ou égaux à 250 000 F ;
- 3000 F pour les salaires bruts supérieurs à 250 000 F et inférieurs à 400 000 F ;
- 9500 F pour les salaires bruts supérieurs à 400 000 F.

Le prélèvement est effectué par l'employeur dans des conditions prévues aux articles 84 à 86 du Code Général des Impôts Directs et Indirects et donne lieu à régularisation en fin d'année.

Paragraphe 3 :

Les personnes qui donnent en location des immeubles sont soumises à la contribution au développement de la route au taux de 1% du montant des loyers.

Paragraphe 4 :

Les entreprises individuelles et les personnes morales exerçant des activités commerciales et non commerciales, industrielles, artisanales, agricoles ainsi que des professions libérales sont assujetties à la contribution au développement de la route d'après un tarif déterminé comme suit :

– entreprise individuelle de transport par camion		250 000 F par an et par camion ;
– commerçant patentable dans la 8è et 9è catégories		30 000 F par an ;
– entreprise individuelle ayant un stock inférieur à 500 000 F		60 000 F par an ;
– entreprise ayant un chiffre d'affaires ne dépassant pas 30 millions		150 000 F par an ;
– entreprise ayant un chiffre d'affaires compris entre 30 et 50 millions		175 000 F par an ;
– toute entreprise ayant un chiffre d'affaires compris entre :	50 et 80 millions	200 000 F par an,
	80 et 120 millions	250 000 F par an
	120 et 200 millions	280 000 F par an
	200 et 300 millions	350 000 F par an
	300 et 550 millions	450 000 F par an
	550 et 800 millions	500 000 F par an
	800 millions et 1 milliard	800 000 F par an
– entreprise ayant un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard		300 000 F par an.

Paragraphe 5 :

Pour les entreprises nouvelles, la quotité liquidée au début de l'exercice est fixée comme suit :

– entreprise individuelle à l'exception de celle exerçant l'activité de transport par camion	100 000 F ;
– autre entreprise	250 000 F.

Les entreprises nouvelles concernées par le présent paragraphe sont tenues de régulariser leur contribution au plus tard le 30 octobre de l'année de leur premier exercice.

La quotité de la contribution au développement de la route due par des entreprises visées au présent paragraphe est liquidée et recouvrée au moment de la liquidation et le recouvrement de la contribution des patentes.

Paragraphe 6 :

La contribution au développement de la route est déductible de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et constitue une charge pour la détermination du bénéfice soumis à l'impôt sur les sociétés. »

Article 9. -

1) Les revenus et gains réalisés par les entreprises constituées sous forme des sociétés d'investissement à capital variable et les plus-values de cession sur le portefeuille-titre distribuées par les mêmes entreprises sont exonérés de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

2) L'enregistrement des apports en capital lors de la constitution des sociétés d'investissement à capital variable est exonéré de droit d'enregistrement.

3) Est exonérée des droits de mutation par décès, la transmission des titres de participation des sociétés constituées sous la forme des sociétés d'investissement à capital variable lorsque ces titres sont détenus par des personnes physiques résidant au Gabon.

Article 9 bis. - Le droit d'accises applicable sur les bières est fixé à 16%.

Article 10. - Les tickets du pari mutuel sur les courses hippiques et autres jeux de hasard sont frappés d'un droit dont le taux est de 4,5 % du montant des sommes engagées.

Les entreprises exploitant des activités de jeux de hasard et du pari mutuel sur les courses hippiques sont tenues de verser à la caisse du comptable public le montant prélevé sur les sommes engagées au plus tard le 25 de chaque mois accompagné d'un bordereau de versement établi par le service des impôts.

Le non-versement ou le retard dans le versement du montant du droit visé au paragraphe 1er du présent article est sanctionné comme en matière des versements spontanés des taxes sur le chiffre d'affaires.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par arrêté du ministre chargé des Finances.

TITRE III :

DISPOSITIONS DOUANIERES

Article 11. - Les taux des droits de sortie applicables sur la valeur FOB des exportations des produits classés sous les positions ci-après du Tarif des Douanes sont fixés comme suit :

Positions Tarifaires	Taux
N° 44-03-34-11 à 44-03-34-20	20 %
N° 44-03-99-32 à 44-03-99-37	20 %
N° 44-03-34-30 à 44-03-99-31	20 %
N° 44-03-99-38 à 44-03-99-45	20%
N° 44-01-10-00 à 44-03-33-00	5%
N° 44-04-10-00 à 44-21-90-90	5%

Toutefois, le taux de 5% applicable aux produits classés dans les sous-positions « 44-01-10-00 à 44-03-33-00 » et « 44-04-10-00 à 44-21-90-90 » reste suspendu.

Article 12. – La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence, et exécutée comme loi de L'Etat.

Fait à Libreville, le 11 JAN. 2002

Le Président de la République,
Chef de l'Etat ;

EL HADJ OMAR BONGO

Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement ;

Jean-François NTOUTOUME-EMANE

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Planification,
de la Programmation du Développement
et de l'Aménagement du Territoire

Casimir OYE MBA

Le Ministre de l'Economie,
des Finances, du Budget
et de la Privatisation,

Emile DOUMBA

ANNEXES A LA LOI DE FINANCES

ANNEXE N° 1 : RESSOURCES DE L'ETAT

(en millions de F.cfa)

NATURE DES RESSOURCES	LFR 2001	LF 2002	Variation
PARTIE I : RESSOURCES PROPRES	**1 212 800**	**1 041 623**	**-171 177**
dont pétrole	790 000	510 000	-280 000
Titre 1 : Recettes fiscales	**857 700**	**783 670**	**-74 030**
Impôt sur le revenu	548 800	413 820	-134 980
dont pétrole	452 500	272 000	-180 500
Droits et taxes sur la propriété	1 500	1 550	50
Taxes sur les biens et services	90 400	89 800	-600
Droits et taxes de douanes	216 000	265 000	49 000
Autres taxes	1 000	13 500	12 500
Titre 2 : Revenus du domaine et des participations financières	**344 500**	**245 260**	**-99 240**
Pétrole	337 500	238 000	-99 500
Autres	7 000	7 260	260
Titre 3 : Recettes diverses	**10 600**	**12 693**	**2 093**
Recettes des régies	4 900	5 040	140
Amendes, confiscations et saisies	700	720	20
Produits divers	5 000	5 040	40
Dons	0	1 893	1 893
Cession d'actifs	0	0	0
PARTIE II : RESSOURCES D'EMPRUNTS	**143 862**	**292 789**	**154 827**
Titre 4 :Emprunts liés aux dépenses	**20 000**	**25 000**	**5 000**
Emprunts liés aux investissements	20 000	25 000	5 000
Titre 5 : Emprunts d'équilibre	**123 862**	**267 789**	**149 827**
Banque centrale et FMI	86 500	0	-86 500
Financement d'équilibre	0	242 289	242 289
Emprunts locaux	0	0	0
Arriérés intérieurs (variation)	11 062	0	-11 062
Privatisation	3 400	8 500	5 100
Restructuration de la dette	17 000	17 000	0
Reéchelonnement	*0*	*0*	*0*
Aménagement	*0*	*0*	*0*
Annulation	*17 000*	*17 000*	*0*
Opération de trésorerie	5 900	0	-5 900
Total Ressources	**1 356 662**	**1 334 412**	**-22 250**

ANNEXE N° 2 : CHARGES DE L'ETAT

(en millions de F.cfa)

NATURE DES CHARGES	LFR 2001	LF 2002	Variation
Titre 1 : Service de la dette	**722 562**	**591 919**	**-130 643**
Extérieure	***563 181***	***370 888***	***-192 293***
Intérêts	247 225	139 084	-108 141
Principal	315 956	231 804	-84 152
Arriérés	0	0	0
Intérieure	***159 381***	***221 031***	***61 650***
DGCP	**69 976**	**55 985**	**-13 991**
Intérêts	13 100	9 047	-4 053
Principal	56 876	46 938	-9 938
Arriérés	0	0	0
Trésor	**51 830**	**75 302**	**23 472**
BEAC (agios)	9 611	9 600	-11
Intérêts sur tirages FMI	11 626	2 182	-9 444
Intérêts sur bons d'équipement	2 493	2 500	7
Intérêt sur avance/pétroliers	0	0	0
Remboursement avances/pétroliers	0	0	0
Tirages FMI (principal)	0	9 600	9 600
BEAC (principal)	0	30 000	30 000
Banques commerciales	15 100	8 420	-6 680
Instances	0	0	0
Autres opérations de trésorerie	13 000	13 000	0
Correspondants	*10 000*	*10 000*	*0*
Collectivités locales	*3 000*	3 000	0
Autres	**37 575**	**89 744**	**52 169**
Dette aux agents de l'Etat (Rappels)	12 000	5 000	-7 000
dette ciment du Gabon	0	0	0
Indemnisation sinistrés 93-94	1 700	0	-1 700
Restructuration des entreprises	18 875	79 744	60 869
Dettes	*10 375*	*57 354*	*46 979*
Plans sociaux	*8 500*	*22 390*	*13 890*
Divers	5 000	5 000	0
PARTIE II : FONCTIONNEMENT	**474 600**	**504 600**	**30 000**
Titre 2 : Personnel permanent	198 500	198 500	0
Titre 3 : Main d'œuvre non permanente	19 400	19 400	0
Titre 4 : Biens & services	133 600	141 300	7 700
Titre 5 : Transferts et interventions	123 100	145 400	22 300

ANNEXE N° 2 : CHARGES DE L'ETAT (suite et fin)

(en millions de F.cfa)

NATURE DES CHARGES	LFR 2001	LF 2002	Variation
PARTIE III : INVESTISSEMENTS	**125 000**	**231 893**	**106 893**
Titre 6 : Dépenses de développement	105 000	197 893	92 893
dont reports	*19 500*	*0*	-19 500
Titre 7 : Dépenses d'équipements	20 000	34 000	14 000
PARTIE IV : PRETS ET AVANCES	**34 500**	**6 000**	**-28 500**
Titre 8 : Prêts et avances	**34 500**	**6 000**	**-28 500**
Avances aux agents de l'Etat (VTR)		0	
Avances à l'économie	34 500	6 000	-28 500
Prêts à la consommation (Av S)		0	0
Règlements correspondants		0	0
Fonds de réserves pour les générations futures		0	0
Incitation aux départs volontaires	0	0	0
Total Charges	**1 356 662**	**1 334 412**	**-22 250**

ANNEXE N° 3 : BUDGET DEVELOPPE DES RECETTES

(en millions de F.cfa)

Article	Nature de la recette	LFR 2001	LF 2002	Ecart
	I. Recettes fiscales			
11.00	**Impôts sur le revenu et les bénéfices**	**548 800**	**413 820**	**-134 980**
11.10	***Impôts sur les sociétés***	***509 900***	***355 140***	***-154 760***
11.11	Autres sociétés	52 600	73 500	20 900
11.12	Sociétés pétrolières	452 500	272 000	-180 500
11.13	Sociétés minières	2 000	6 040	4 040
11.14	Retenues à la source	2 800	3 600	800
11.20	***Impôts sur les personnes***	***32 100***	***51 680***	***19 580***
11.21	Impôts sur le revenu des personnes physiques	4 350	3 000	-1 350
11.22	Acomptes versés par les salariés	18 500	31 000	12 500
11.23	Taxe complémentaire sur les salaires	8 500	17 200	8 700
11.24	Impôts forfaitaires sur le revenu	750	480	-270
				0
11.30	***Impôts sur le revenu des valeurs mobilières***	***6 000***	***6200***	***200***
11.90	***Pénalités sur le revenu et les bénéfices***	***800***	***800***	***0***
12.20	**Versements forfaitaire sur les salaires**	**0**	**0**	**0**
13.00	**Droits et taxes sur la propriété**	**1 500**	**1 550**	**50**
13.11	Taxes sur les terrains et valeurs locatives	0	0	0
13.12	Taxes sur les biens de main morte	50	100	50
13.14	Droits de mutation	1 450	1 450	0
14.00	**Taxes sur les biens et services**	**90 400**	**89 800**	**-600**
14.20	TVA précomptée par l'Etat	0	2 000	2 000
14.21	Taxes sur la valeur ajoutée	78 200	73 000	-5 200
14.22	Taxe sur les opérations financières	400	100	-300
14.24	Droits d'accises	3 200	5 000	1 800
14.30	Taxes sur les assurances	2 800	3 000	200
14.40	Taxes sur les loyers	2 300	3 000	700
14.50	Taxes sur les produits raffinés	3 500	3 700	200
14.60				
15.00	**Droits et taxes de douanes**	**216 000**	**265 000**	49 000
15.10	Droits et taxes à l'importation	183 600	225 250	41 650
15.20	Droits et taxes à l'exportation	32 400	39 750	7 350
19.00	**Autres taxes**	**1 000**	**13 500**	**12 500**
19.20	Taxes diverses	1 000	1 500	500
19.21	Contribution au Développement de la Route	0	12 000	12 000
	Total recettes fiscales	**857 700**	**783 670**	**-74 030**

ANNEXE N° 3 : BUDGET DEVELOPPE DES RECETTES (suite et fin)

(en millions de F.cfa)

Article	Nature de la recette	LFR 2001	LF 2002	Ecart
	II. Recettes non fiscales			
20.00	**Recettes du domaine public**	**278 600**	**208 330**	**-70 270**
22.10	Revenus du domaine foncier	700	700	0
22.22	Revenus du domaine forestier	3 500	3 500	0
22.30	Recettes du domaine pétrolier	272 400	201 900	-70 500
22.31	*Redevance pétrolière*	*195 800*	*159 600*	-36 200
22.32	*Contrat de partage*	*75 200*	*41 390*	-33 810
22.33	*Redevance supercificiaire*	*600*	*360*	-240
22.34	*Boni sur attribution de permis*	*800*	*550*	-250
22.40	Revenus du domaine minier	2 000	2 230	230
22.50	**Revenus des participations**	**65 900**	**36 930**	**-28 970**
22.51	Participations dans les sociétés pétrolières	65 100	36 100	-29 000
22.52	Participations dans les autres sociétés	800	830	30
30.00	**Autres recettes**	**10 600**	**12 693**	**2 093**
31.00	Recettes de régies	4 900	5 040	140
32.00	Amendes, confiscations et saisies	700	720	20
33.00	Recettes diverses	5 000	5 040	40
34.00	Dons	0	1 893	1 893
35.00	Cessions d'actifs	0	0	0
	Total recettes non fiscales	**355 100**	**257 953**	**-97 147**
	TOTAL RECETTES PROPRES	**1 212 800**	**1 041 623**	**-171 177**

ANNEXE N° 4 RECETTES HORS PETROLE

(en millions de F.cfa)

	LFR 2001	LF 2002	ECART
TOTAL	**422 800**	**531 623**	**108 823**
Impôts & taxes indirects	**90 400**	**89 800**	**-600**
TVA précomptée par l'Etat	*0*	*2 000*	*2 000*
Taxe sur la Valeur Ajoutée	*78 200*	*73 000*	*-5 200*
Taxe/Opérations Financières	*400*	*100*	*-300*
Droits Accises	*3 200*	*5 000*	*1 800*
Taxe/Assurances	*2 800*	*0*	*-2 800*
Taxe /Loyers	*2 300*	*3 000*	*700*
Taxe/Produits Raffinés	*3 500*	*3 000*	*-500*
Autres taxes sur biens et services	*0*	*3 700*	*3 700*
Impôts & taxes directs	**105 800**	**164 130**	**58 330**
Impôt/Sociétés Hors Pétrole	*57 400*	*83 140*	*25 740*
Autres sociétés	52 600	73 500	20 900
Sociétés minières	2 000	6 040	*4 040*
Retenues à la source	2 800	3 600	*800*
Impôt/Personnes	*32 100*	*51 680*	*19 580*
IRPP	4 350	3 000	*-1 350*
Acomptes Versés Salaires	18 500	31 000	*12 500*
Taxe complémentaire	8 500	17 200	*8 700*
Impôts forfaitaires sur le revenu	750	480	*-270*
Impôt/Revenu Valeurs Mobilières	*6 000*	*6 200*	*200*
Pénalités/Revenus & Bénéfices	*800*	*800*	*0*
Revenu des domaines	*6 200*	*6 430*	*230*
Revenus domaine foncier	700	700	*0*
Revenus domaine forestier	3 500	3 500	*0*
Revenus domaine minier	2 000	2 230	*230*
Versements Forfaitaires	*0*	*0*	*0*
D&T sur la propriété	*1 500*	*1 550*	*50*
Taxes sur les terrains & valeurs locatives	0	0	0
Taxes sur les biens de main morte	50	100	50
Droits de mutation	1 450	1 450	0
Participations dans les autres sociétés	*800*	*830*	30
Autres taxes	*1 000*	*13 500*	*12 500*
Douanes	**216 000**	**265 000**	**49 000**
Droits & Taxes à l'Importation	*183 600*	*225 250*	*41 650*
Droits & Taxes à l'Exportation	*32 400*	*39 750*	*7 350*
Recettes diverses	**10 600**	**12 693**	**2 093**
Cessions d'actifs	*0*	*0*	*0*
Recettes régies	*4 900*	*5 040*	*140*
Amendes, confiscations et saisies	*700*	*720*	*20*
Dons	*0*	*1 893*	*1 893*
Autres recettes	*5 000*	*5 040*	*40*

ANNEXE N°5 : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

(en millions de F.cfa)

LIBELLE	LFR 2001	LF 2002
Recettes Totales	**1 212 800**	**1 041 623**
Recettes fiscales	857 700	783 670
Recettes non fiscales	355 100	257 953
Dépenses Totales	**918 155**	**904 906**
Dépenses totales hors paiements d'intérêts	***634 100***	***742 493***
Dépenses fonctionnement	474 600	504 600
Investissement de l'ETAT	125 000	231 893
Paiements d'intérêts de l'Etat	284 055	162 413
Extérieures	*247 225*	*139 084*
Intérieures	*36 830*	*23 329*
Prêts nets	34 500	6 000
Solde Primaire	**578 700**	**299 130**
Solde Budgétaire	**294 645**	**136 717**
Variation des arriérés	**9 362**	**0**
Extérieures	*0*	*0*
Intérieures	*9 362*	*0*
Trésor (instances)	11 062	0
Indemnisation sinistrés	-1 700	0
Solde globale (Base caisse)	**304 007**	**136 717**
Financement Total	**-304 007**	**-136 717**
Extérieur	**-273 056**	**52 485**
Tirages	*20 000*	*267 289*
Emprunts liés	20 000	25 000
Emprunts d'équilibre	0	242 289
Amortissements	*-315 956*	*-231 804*
Reéchelonnement	*0*	*0*
Aménagement dette extérieure	*0*	*0*
Arriérés	*0*	*0*
Annulation	*17 000*	*17 000*
Remboursement espagnol	*5 900*	*0*
Intérieur	**-30 951**	**-189 202**
Système bancaire	*71 400*	*-48 020*
Banque centrale	86 500	-30 000
Tirages FMI (principal)	0	-9 600
Banques commerciales	-15 100	-8 420
Système non bancaire	*-102 351*	*-141 182*
Dette intérieure	-68 876	-51 938
Dette DGCP	*-56 876*	*-46 938*
Rappels sur solde	*-12 000*	*-5 000*
Privatisation	*-15 475*	*-71 244*
Produit	*3 400*	*8 500*
Restructuration des E/ses	*-18 875*	*-79 744*
Autres	-18 000	-18 000
Divers	*-5 000*	*-5 000*
Opérations de trésorerie	*-13 000*	*-13 000*
Correspondants	-10 000	-10 000
Collectivités	-3 000	-3 000
GAP DE FINANCEMENT	**0**	**0**

DEUXIEME PARTIE : AFFECTATION, REPARTITION ET UTILISATION DES CREDITS

LES CREDITS OUVERTS AU TITRE DE LA LOI DE FINANCES 2002

ANNEXE N° 1 : PARTIE I - CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE

(en F. cfa)

TITRE I : SERVICE DE LA DETTTE	LF 2001	LFR 2001	LF 2002
SECTION: DEPENSES COMMUNES			
COMPTABILITE PUBLIQUE	**408 393 000 000**	**633 157 000 000**	**426 873 000 000**
dont dette extérieure:	333 400 000 000	563 181 000 000	370 888 000 000
Intérêts	*143 000 000 000*	*247 225 000 000*	*139 084 000 000*
Principal	*190 400 000 000*	*315 956 000 000*	*231 804 000 000*
Arriérés	*0*	*0*	*0*
dont dette intérieure:	74 993 000 000	69 976 000 000	55 985 000 000
Intérêts	*24 900 000 000*	*13 100 000 000*	*9 047 000 000*
Principal	*50 093 000 000*	*56 876 000 000*	*46 938 000 000*
Arriérés	*0*	*0*	*0*
TRESOR	**156 350 000 000**	**51 830 000 000**	**75 302 000 000**
BEAC	34 846 000 000	9 611 000 000	39 600 000 000
Intérêts sur tirages FMI	9 514 000 000	11 626 000 000	2 182 000 000
Intérêts sur bons d'équipement	3 900 000 000	2 493 000 000	2 500 000 000
Tirages FMI (principal)	0	0	9 600 000 000
Banques commerciales	0	15 100 000 000	8 420 000 000
Instances	108 090 000 000	0	0
Autres opérations de trésorerie	0	13 000 000 000	13 000 000 000
AUTRES	**30 400 000 000**	**37 575 000 000**	**89 744 000 000**
Dette aux agents de l'Etat (rappels)	12 000 000 000	12 000 000 000	5 000 000 000
Indemnisation sinistrés 93-94	0	1 700 000 000	0
Restructuration des entreprises	13 400 000 000	18 875 000 000	79 744 000 000
Dette	*13 400 000 000*	*10 375 000 000*	*57 354 000 000*
Plans sociaux	*0*	*8 500 000 000*	*22 390 000 000*
Divers	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
TOTAL	**595 143 000 000**	**722 562 000 000**	**591 919 000 000**

ANNEXE N°2 : PARTIE II – DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Titre 2 : Solde permanente

(en F cfa)

SECTIONS	LF 2001	LFR 2001	LF 2002
DEPENSES COMMUNES	7 950 200 000	7 950 200 000	7 500 100 000
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	6 600 600 000	6 600 600 000	5 700 600 000
PARLEMENT	5 106 000 000	5 106 000 000	5 866 600 000
HAUTES JURIDICTIONS	249 000 000	249 000 000	3 457 200 000
AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS	1 010 000 000	1 010 000 000	1 698 600 000
PRIMATURE	1 525 000 000	1 525 000 000	2 704 200 000
CABINETS POLITIQUES	1 991 000 000	1 991 000 000	2 233 500 000
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	73 600 000	73 600 000	52 600 000
JUSTICE	5 294 000 000	5 294 000 000	5 577 200 000
CONTROLE D'ETAT	247 000 000	247 000 000	199 600 000
AFFAIRES ETRANGERES	4 926 000 000	4 926 000 000	4 787 200 000
DEFENSE NATIONALE	32 289 000 000	32 289 000 000	32 248 000 000
GARDE REPUBLICAINE	7 721 000 000	7 721 000 000	7 797 100 000
SECURITE MOBILE	1 180 000 000	1 180 000 000	0
FONCTION PUBLIQUE	2 772 400 000	2 772 400 000	2 268 700 000
INTERIEUR ET DECENTRALISATION	4 047 000 000	4 047 000 000	2 592 500 000
COMMUNICATION	3 380 000 000	3 380 000 000	3 001 200 000
POLICE NATIONALE	9 430 000 000	9 430 000 000	10 335 000 000
SECURITE PENITENTIAIRE	2 746 000 000	2 746 000 000	2 921 100 000
FINANCES & BUDGET	10 287 000 000	10 287 000 000	8 922 100 000
PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	297 000 000	297 000 000	264 200 000
PLANIFICATION	1 808 000 000	1 808 000 000	1 775 200 000
ECONOMIE	434 000 000	434 000 000	475 300 000
COMMERCE,CONSOMMATION & IND-	975 000 000	975 000 000	938 100 000
ENVIRONNEMENT & PROTECT°NATURE	108 000 000	108 000 000	65 900 000
PARTICIPATIONS	45 000 000	45 000 000	0
CADASTRE	437 000 000	437 000 000	397 200 000
AGRICULTURE ELEVAGE & DEVELOP	1 847 000 000	1 847 000 000	1 796 700 000
ECO. FORESTIERE, EAUX, PECHE, PROTEC. NAT	1 806 700 000	1 806 700 000	1 788 200 000
MINES	1 483 000 000	1 483 000 000	1 448 300 000
EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION	2 272 300 000	2 272 300 000	2 222 500 000
HABITAT ET LOGEMENT	868 000 000	868 000 000	814 700 000
ENERGIE & RESSOURCES HYDRAULIQ	187 000 000	187 000 000	148 800 000
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	100 000 000	100 000 000	90 400 000
TRANSPORTS	307 700 000	307 700 000	294 700 000
AVIATION CIVILE	996 000 000	996 000 000	895 400 000
TOURISME ET LOISIRS	371 000 000	371 000 000	349 800 000
MARINE MARCHANDE	546 000 000	546 000 000	385 400 000
EDUCATION NATIONALE	49 590 000 000	49 590 000 000	49 604 000 000
FORMATION PROFESSIONNELLE	201 700 000	201 700 000	298 300 000
JEUNESSE ET SPORTS	1 317 000 000	1 317 000 000	1 151 900 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	5 223 000 000	5 223 000 000	5 071 900 000
CULTURE ET ARTS	1 213 000 000	1 213 000 000	1 127 700 000
RECHERCHE SCIENTIFIQUE	477 000 000	477 000 000	552 000 000
EDUCATION POPULAIRE	403 000 000	403 000 000	384 600 000
SANTE PUBLIQUE ET POPULATION	12 982 000 000	12 982 000 000	12 569 000 000
TRAVAIL ET EMPLOI	1 130 300 000	1 130 300 000	1 090 700 000

Suite titre 2

En Fcfa

SECTIONS	LF 2001	LFR 2001	LF 2002
AFFAIRES SOCIALES	2 014 000 000	2 014 000 000	2 368 200 000
FAMILLE, PROTECTION ENFANCE	67 500 000	67 500 000	107 800 000
RESSOURCES HUMAINES	168 000 000	168 000 000	160 600 000
TOTAL titre 2	**198 500 000 000**	**198 500 000 000**	**198 500 000 000**

En Fcfa

	Titre 3 : Main d'Œuvre Non Permanente		
SECTIONS	**LF 2001**	**LFR 2001**	**LF 2002**
DEPENSES COMMUNES	1 171 489 788	1 171 489 788	1 113 619 704
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	589 322 000	589 322 000	596 864 000
PARLEMENT	4 000 807 000	4 000 807 000	4 000 807 000
HAUTES JURIDICTIONS	42 125 000	42 125 000	44 105 000
AUTRES CORPS INSTUTIONNELS		643 100 000	659 664 000
CABINETS POLITIQUES	67 584 000	67 584 000	80 256 000
PRIMATURE		55 000 000	59 902 000
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	8 586 000	8 586 000	9 936 000
JUSTICE	104 631 500	104 631 500	105 578 000
CONTROLE D'ETAT	14 484 000	14 484 000	15 174 000
DROITS DE L'HOMME			2 100 000
AFFAIRES ETRANGERES	2 391 402 100	2 391 402 100	2 341 231 600
DEFENSE NATIONALE	277 108 631	277 108 631	268 051 000
FONCTION PUBLIQUE	58 290 000	58 290 000	59 075 000
INTERIEUR ET DECENTRALISATION	405 427 000	405 427 000	406 221 000
COMMUNICATION	234 982 000	234 982 000	231 283 000
POLICE NATIONALE	59 393 000	59 393 000	62 250 000
FINANCES & BUDGET	708 148 996	708 148 996	722 383 996
PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	17 111 000	17 111 000	17 111 000
PLANIFICATION	94 200 000	94 200 000	96 510 000
ECONOMIE	54 602 000	54 602 000	51 722 000
COMMERCE,CONSOMMAT°&INDUSTRIE	71 135 000	71 135 000	74 143 000
ENVIRONNEMENT & PROTECT°NATURE	4 020 000	4 020 000	1 890 000
CADASTRE	157 606 000	157 606 000	160 336 000
PARTICIPATIONS	1 038 000	1 038 000	0
VILLE			1 860 000
AGRICULTURE ELEVAGE & DEVELOPPEMENT	373 880 000	373 880 000	375 600 000
ECO. FORESTIERE, EAUX, PECHE, PROTEC. NATURE	384 627 400	384 627 400	383 021 400
MINES	66 860 000	66 860 000	59 672 000
EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION	2 303 571 000	2 303 571 000	2 307 825 000
HABITAT ET LOGEMENT	15 508 000	15 508 000	18 958 000
ENERGIE & RESSOURCES HYDRAULIQ	15 000 000	15 000 000	13 380 000
HYDROCARBURES	133 440 800	133 440 800	0
PETROLE			134 431 000
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	14 839 000	14 839 000	20 150 000
URBANISME AMENAGEMTS FONCIERS	85 942 000	85 942 000	91 072 000
TRANSPORTS	40 202 000	40 202 000	37 907 000
AVIATION CIVILE	32 923 000	32 923 000	32 923 000
TOURISME	50 910 000	50 910 000	51 990 000
MARINE MARCHANDE	85 325 200	85 325 200	85 326 000
EDUCATION NATIONALE	1 155 453 085	1 155 453 085	1 153 536 300
FORMATION PROFESSIONNELLE	6 384 000	6 384 000	7 344 000
JEUNESSE ET SPORTS	70 064 000	70 064 000	75 962 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	664 974 000	664 974 000	670 372 000
CULTURE ET ARTS	34 852 000	34 852 000	35 366 000
EDUCATION POPULAIRE	51 200 000	51 200 000	51 200 000

Suite Titre 3

En Fcfa

SECTIONS	LF 2001	LFR 2001	LF 2002
EDUCATION POPULAIRE			52 280 000
SANTE PUBLIQUE ET POPULATION	2 082 745 000	2 082 745 000	2 107 073 000
TRAVAIL ET EMPLOI	97 499 000	97 499 000	97 499 000
AFFAIRES SOCIALES	334 797 000	334 797 000	350 491 000
FAMILLE, PROTECTION ENFANCE ET PROMOT° FEMME	36 443 600	36 443 600	37 676 000
SOLIDARITE NATIONALE & AFFAIRES SOCIALES	9 098 000	9 098 000	6 398 000
RESSOURCES HUMAINES	4 803 900	4 803 900	5 674 000
OPT	6 000 000	6 000 000	6 000 000
TOTAL titre 3	**19 400 000 000**	**19 400 000 000**	**19 400 000 000**

En fcfa

SECTIONS	Titre 4 : Biens et services		
	LF 2001	LFR 2001	LF 2002
DEPENSES COMMUNES	52 277 374 790	57 277 374 790	54 705 584 676
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3 317 000 000	3 317 000 000	3 424 822 200
PARLEMENT	6 422 588 500	6 422 588 500	7 672 588 500
HAUTES JURIDICTIONS	235 000 000	235 000 000	254 000 000
AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS	2 547 898 000	2 547 898 000	2 618 998 000
PRIMATURE	614 000 000	614 000 000	613 500 000
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	18 000 000	18 000 000	51 800 000
JUSTICE	490 000 000	490 000 000	499 300 000
CONTROLE D'ETAT	48 000 000	48 000 000	76 800 000
DROITS DE L'HOMME			54 900 000
CONSEIL NATIONAL DE LA DEMOCRATIE	32 000 000	32 000 000	0
AFFAIRES ETRANGERES	4 677 634 194	4 677 634 194	4 833 941 224
DEFENSE NATIONALE	10 999 999 950	10 999 999 950	11 005 199 950
GARDE REPUBLICAINE	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
SECURITE MOBILE	426 000 000	426 000 000	0
CONSEIL NATIONAL DE SECURITE	100 000 000	100 000 000	0
FONCTION PUBLIQUE	294 000 000	294 000 000	354 757 000
INTERIEUR ET DECENTRALISATION	655 000 000	655 000 000	664 100 000
COMMUNICATION	1 947 000 000	1 947 000 000	1 954 000 000
POLICE NATIONALE	1 500 000 000	1 500 000 000	1 921 000 000
SECURITE PENITENTIAIRE	800 000 000	800 000 000	800 000 000
FINANCES & BUDGET	2 590 000 416	2 590 000 416	2 834 771 104
PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	91 807 000	91 807 000	99 500 000
PLANIFICATION	270 000 000	270 000 000	289 400 000
ECONOMIE	158 000 000	158 000 000	158 000 000
COMMERCE,CONSOMMAT°&INDUSTRIE	280 780 000	280 780 000	293 640 000
ENVIRONNEMENT & PROTECT°NATURE	98 000 000	98 000 000	98 000 000
CADASTRE	110 000 000	110 000 000	119 200 000
PARTICIPATIONS	1 900 000	1 900 000	0
VILLE			205 860 000
AGRICULTURE ELEVAGE & DEVELOP	171 999 994	171 999 994	184 266 000
ECO. FORESTIERE, EAUX, PECHE, PROTEC. NATURE	392 000 000	392 000 000	477 400 000
MINES	78 000 000	78 000 000	78 000 000
EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION	6 199 999 996	6 199 999 996	6 055 139 996
HABITAT ET LOGEMENT	120 000 000	120 000 000	135 349 000
ENERGIE & RESSOURCES HYDRAULIQUES	25 000 000	25 000 000	25 000 000
PETROLE			645 090 000
HYDROCARBURES	631 630 000	631 630 000	0
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	8 200 000	8 200 000	59 200 000
URBANISME AMENAGEMTS FONCIERS	62 500 000	62 500 000	64 900 000
TRANSPORTS	139 750 000	139 750 000	161 900 000
AVIATION CIVILE	62 500 000	62 500 000	62 500 000
TOURISME	111 469 985	111 469 985	127 419 985
MARINE MARCHANDE	149 000 000	149 000 000	167 800 000
EDUCATION NATIONALE	7 303 000 000	7 303 000 000	7 451 900 000

Suite Titre 4

En fcfa

SECTIONS	LF 2001	LFR 2001	LF 2002
FORMATION PROFESSIONNELLE	18 800 000	18 800 000	47 600 000
JEUNESSE ET SPORTS	270 499 965	270 499 965	339 299 965
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	4 300 000 000	4 300 000 000	4 348 158 000
CULTURE ET ARTS	171 000 000	171 000 000	129 500 000
RECHERCHE SCIENTIFIQUE			20 580 000
EDUCATION POPULAIRE	41 700 000	41 700 000	41 700 000
LOISIRS	13 300 000	13 300 000	13 300 000
SANTE PUBLIQUE	13 098 707 225	13 098 707 225	20 814 044 400
TRAVAIL ET EMPLOI	227 000 000	227 000 000	230 200 000
AFFAIRES SOCIALES	284 269 992	284 269 992	287 500 000
FAMILLE, PROTECT° ENFANCE ET PROMOT° DE LA FEMME	123 000 000	123 000 000	139 283 000
SOLIDARITE NATIONALE & AFFAIRES SOCIALES	1 561 689 993	1 561 689 993	1 556 307 000
RESSOURCES HUMAINES	10 000 000	10 000 000	10 000 000
OPT	23 000 000	23 000 000	23 000 000
TOTAL titre 4	**128 600 000 000**	**133 600 000 000**	**141 300 000 000**

En Fcfa

	Titre 5 : Transferts et interventions		
SECTIONS	**LF 2001**	**LFR 2001**	**LF 2002**
DEPENSES COMMUNES	93 061 123 000	107 661 123 000	127 461 286 000
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	45 194 000	45 194 000	45 194 000
PARLEMENT	255 455 000	255 455 000	255 455 000
HAUTES JURIDICTIONS	8 100 000	8 100 000	11 100 000
AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS		15 000 000	15 000 000
JUSTICE	95 920 000	95 920 000	183 000 000
AFFAIRES ETRANGERES	842 260 000	842 260 000	953 314 600
DEFENSE NATIONALE	171 095 000	171 095 000	182 108 000
GARDE REPUBLICAINE	4 000 000	4 000 000	4 000 000
FONCTION PUBLIQUE	231 600 000	231 600 000	256 600 000
INTERIEUR ET DECENTRALISATION	669 876 000	669 876 000	692 610 000
COMMUNICATION	46 000 000	46 000 000	1 425 795 000
POLICE NATIONALE	12 420 000	12 420 000	11 920 000
FINANCES & BUDGET	1 943 000 000	1 943 000 000	2 603 580 000
PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	300 000 000	300 000 000	300 000 000
PLANIFICATION	162 000 000	162 000 000	162 000 000
ECONOMIE	500 000 000	500 000 000	500 000 000
COMMERCE,CONSOMMAT°&INDUSTRIE	921 800 000	921 800 000	656 729 400
ENVIRONNEMENT & PROTECT°NATURE	55 000 000	55 000 000	55 000 000
CADASTRE	64 600 000	64 600 000	57 600 000
AGRICULTURE, ELEVAGE & DEVELOPPEMENT	73 700 000	73 700 000	57 104 000
ECO. FORESTIERE, EAUX, PECHE, PROTEC. NATURE	74 104 000	74 104 000	74 104 000
HABITAT ET LOGEMENT	24 000 000	24 000 000	24 000 000
ENERGIE & RESSOURCES HYDRAULIQUES	36 500 000	36 500 000	36 500 000
PETROLE			18 000 000
HYDROCARBURES	18 000 000	18 000 000	0
TRANSPORTS	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000
AVIATION CIVILE	518 767 000	518 767 000	918 767 000
TOURISME	17 353 000	17 353 000	17 353 000
MARINE MARCHANDE	50 986 000	50 986 000	24 986 000
EDUCATION NATIONALE	1 122 961 000	1 122 961 000	1 022 961 000
FORMATION PROFESSIONNELLE	600 000 000	600 000 000	611 567 000
JEUNESSE ET SPORTS	308 400 000	308 400 000	369 000 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	44 402 000	44 402 000	80 402 000
CULTURE ET ARTS	310 000 000	310 000 000	316 980 000
RECHERCHE SCIENTIFIQUE	900 000 000	900 000 000	950 000 000
SANTE PUBLIQUE ET POPULATION	1 607 104 000	1 607 104 000	1 656 704 000
TRAVAIL ET EMPLOI	480 430 000	480 430 000	480 430 000
AFFAIRES SOCIALES	500 000 000	500 000 000	500 000 000
FAMILLE, PROTEC° ENFANCE ET PROM. DE LA FEMME	600 000 000	600 000 000	600 000 000
SOLIDARITE NATIONALE & BIEN - ETRE	500 000 000	500 000 000	500 000 000
RESSOURCES HUMAINES	8 850 000	8 850 000	8 850 000
TOTAL titre 5	**108 500 000 000**	**123 100 000 000**	**145 400 000 000**

ANNEXE N°3 : PARTIE III – DEPENSES D'INVESTISSEMENT (Titre 6 et 7)

Titre 6 : dépenses de développement **Titre 7 : Dépenses d'équipements**

En Fcfa

SECTIONS	LF 2001	LFR 2001	LF 2002
DEPENSES COMMUNES	2 740 000 000	1 796 000 000	3 250 000 000
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 900 000 000	4 819 000 000	5 992 000 000
PARLEMENT	3 800 000 000	3 000 000 000	4 550 000 000
HAUTES JURIDICTIONS	270 000 000	334 000 000	450 000 000
AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS	1 600 000 000	980 000 000	2 500 000 000
PRIMATURE	750 000 000	425 000 000	1 240 000 000
PROJETS COMMEMORATION 17 AOUT			50 000 000 000
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	50 000 000	50 000 000	300 000 000
JUSTICE	900 000 000	1 090 000 000	1 550 000 000
DROITS DE L'HOMME			250 000 000
AFFAIRES ETRANGERES	2 300 000 000	964 000 000	3 000 000 000
DEFENSE NATIONALE	9 200 000 000	10 849 000 000	13 476 000 000
GARDE REPUBLICAINE	1 800 000 000	1 117 000 000	2 150 000 000
SECURITE MOBILE	300 000 000	170 000 000	0
FONCTION PUBLIQUE	1 300 000 000	880 000 000	1 135 000 000
INTERIEUR ET DECENTRALISATION	2 900 000 000	1 740 000 000	2 380 000 000
COMMUNICATION	1 600 000 000	1 163 000 000	2 650 000 000
POLICE NATIONALE	1 800 000 000	1 052 000 000	1 540 000 000
SECURITE PENITENTIAIRE	900 000 000	676 000 000	1 300 000 000
FINANCES & BUDGET	4 000 000 000	1 399 000 000	2 975 000 000
PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	900 000 000	400 000 000	800 000 000
PLANIFICATION	2 990 000 000	2 463 000 000	5 325 000 000
COMMERCE,CONSOMMAT° & INDUSTRIE	800 000 000	618 000 000	1 600 000 000
ENVIRONNEMENT & PROTECT° NATURE	320 000 000	200 000 000	400 000 000
CADASTRE	500 000 000	300 000 000	710 000 000
VILLE			255 000 000
PARTICIPATIONS	1 180 000 000	0	0
AGRICULTURE ELEVAGE & DEVELOPPEMENT	2 450 000 000	1 453 000 000	2 819 000 000
ECO. FOREST, EAUX, PECHE, PROTEC. NATURE	3 887 000 000	2 995 000 000	3 051 000 000
MINES	600 000 000	350 000 000	879 000 000
EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION	45 000 000 000	31 919 000 000	48 680 000 000
HABITAT ET LOGEMENT	1 300 000 000	740 000 000	1 755 000 000
ENERGIE & RESSOURCES HYDRAULIQUES	5 450 000 000	9 322 000 000	3 800 000 000
PETROLE			700 000 000
HYDROCARBURES	300 000 000	156 000 000	0
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	1 350 000 000	923 000 000	1 050 000 000
URBANISME AMENAGEMTS FONCIERS	2 700 000 000	1 100 000 000	3 100 000 000
TRANSPORTS	3 250 000 000	2 614 000 000	4 200 000 000
AVIATION CIVILE	6 957 000 000	5 965 000 000	4 560 000 000
TOURISME	1 000 000 000	384 000 000	960 000 000

Suite Titres 6 et 7

En Fcfa

SECTIONS	LF 2001	LFR 2001	LF 2002
MARINE MARCHANDE	400 000 000	1 910 000 000	1 050 000 000
EDUCATION NATIONALE	9 176 000 000	9 264 000 000	17 286 000 000
FORMATION PROFESSIONNELLE	1 800 000 000	996 000 000	2 650 000 000
JEUNESSE ET SPORTS	1 300 000 000	726 000 000	1 100 000 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	4 400 000 000	2 778 000 000	4 989 000 000
CULTURE ET ARTS	1 600 000 000	960 000 000	920 000 000
RECHERCHE SCIENTIFIQUE	400 000 000	410 000 000	665 000 000
SANTE PUBLIQUE ET POPULATION	8 180 000 000	11 468 000 000	15 465 000 000
TRAVAIL ET EMPLOI	500 000 000	258 000 000	461 000 000
AFFAIRES SOCIALES	2 700 000 000	1 636 000 000	1 375 000 000
FAMILLE, PROTECT° ENFANCE ET PROM. DE LA FEMME	500 000 000	288 000 000	600 000 000
TOTAL titres 6 et 7	**150 000 000 000**	**125 000 000 000**	**231 893 000 000**

ANNEXE N°4: PARTIE IV – PRETS ET AVANCES (Titre 8)

DEPENSES COMMUNES	LF 2001	LFR 2001	LF 2002
AVANCES AUX AGENTS DE L'ETAT	0	0	0
AVANCES A L'ECONOMIE	10 000 000 000	34 500 000 000	6 000 000 000
PRETS A LA CONSOMMATION	0	0	0
REGLEMENTS CORRESPONDANTS	0	0	0
INCITATION AUX DEPARTS VOLONTAIRES	15 000 000 000	0	0
TOTAL titre 8	**25 000 000 000**	**34 500 000 000**	**6 000 000 000**

ANNEXE N° 5 : DETAIL DES TRANSFERTS ET INTERVENTIONS

(En francs cfa courants)

IMPUTATION	LIBELLE	DEMANDE 2002	LF 2002
	BOURSES		
	1/ BOURSES ET STAGES		
002 513 091 51 00	Bourses France	5 434 380 000	5 434 380 000
002 513 091 51 10	Accessoires de bourses France	2 252 500 000	2 252 500 000
002 522 091 51 00	Bourses Ecole de pilotage d'A. Lagrange	450 000 000	450 000 000
002 514 093 51 00	Bourses Belgique	165 528 000	165 528 000
002 514 093 5110	Accessoires de bourses Belgique	142 500 000	142 500 000
002 515 092 51 00	Bourses Etats-Unis	461 100 000	461 100 000
002 515 092 51 10	Accessoires de bourses Etats -Unis	652 500 000	652 500 000
002 496 094 51 00	Bourses Canada	874 500 000	874 500 000
002 496 094 51 10	Accessoires de bourses Canada	1 317 500 000	1 317 500 000
002 497 098 51 00	Bourses Italie	18 912 000	18 912 000
002 597 098 51 10	Accessoires de bourses Italie	20 000 000	20 000 000
002 516 094 51 00	Bourses Maroc	732 048 000	732 048 000
002 516 094 51 10	Accessoires de bourses Maroc	444 400 000	444 400 000
002 251 097 51 00	Bourses Côte d'Ivoire	489 510 000	489 510 000
002 251 097 51 10	Accessoires de bourses Côte d'Ivoire	527 250 000	527 250 000
002 499 197 51 00	Bourses Sénégal	618 282 000	618 282 000
002 499 197 51 10	Accessoires de bourses Sénégal	672 960 000	672 960 000
002 501 297 51 00	Bourses Togo	141 120 000	141 120 000
002 501 297 51 10	Accessoires de bourses Togo	153 600 000	153 600 000
002 502 096 51 00	Bourses Afrique du Sud	177 576 000	177 576 000
002 502 096 51 10	Accessoires de bourses Afrique du Sud	107 800 000	107 800 000
002 517 000 51 00	Bourses Enseignement Secondaire	3 117 600 000	3 117 600 000
002 518 000 51 00	Bourses Etudiants au Gabon	4 410 000 000	4 410 000 000
002 518 000 51 10	Accessoires de bourses Gabon	200 000 000	200 000 000
002 519 000 51 00	Bourses Autres Etudiants à l'Etranger	1 250 082 000	1 250 082 000
002 519 000 51 10	Accessoires bourses Autres Etud- à l'Etranger	1 107 960 000	1 107 960 000
002 521 000 51 00	Bourses Ecoles spécialisées	1 264 430 000	1 264 430 000
	sous total 1	**27 204 038 000**	**27 204 038 000**

	2/ GRANDES ECOLES		
411 131 000 51 00	Ecole Nationale d'Administration	150 000 000	150 000 000
511 161 000 51 00	I.E.F.	170 580 000	170 580 000
411 132 000 51 00	E.P.C.A.	100 000 000	100 000 000
221 161 000 5100	Ecole Nationale de Magistrature	183 000 000	183 000 000
571 212 000 51 00	Ecole du Cadastre	48 600 000	48 600 000
821 121 000 51 00	Formation Professionnelle	100 000 000	100 000 000
831 431 000 51 00	Institut National Jeunesse et Sport	134 700 000	134 700 000
571 411 000 51 00	Institut National Cartographie	9 000 000	9 000 000
911 312 708 5100	Internats -CHL	99 000 000	99 000 000
841 427 701 51 00	Internats -MJB	36 000 000	36 000 000
911 224 708 51 00	Internats -CNTS	9 600 000	9 600 000
	sous total 2	**1 040 480 000**	**1 040 480 000**
	3/ AUTRES		
311 112 000 51 00	Secrétariat Général	5 000 000	5 000 000
311 131 000 51 00	Contre Ingérences S- Militaire	2 000 000	2 000 000
311 151 000 51 00	Etat Major Général des Armées	7 000 000	7 000 000
311 152 000 51 00	Direction Gle Santé Militaire	19 000 000	19 000 000
311 315 000 51 00	Ecole enfants des troupes	9 375 000	9 375 000
311 211 000 51 00	Gendarmerie Nationale	50 000 000	50 000 000
321 111 000 51 00	Garde Républicaine	4 000 000	4 000 000
441 111 000 51 00	Commandement en Chef	5 000 000	5 000 000
911 231 000 51 00	Ecole Nationale de Santé et d'Action Sociale	1 604 860 000	916 704 000
	sous total 3	**1 706 235 000**	**1 018 079 000**
TOTAL BOURSES & ACCESSOIRES		**29 950 753 000**	**29 262 597 000**

IMPUTATION	LIBELLE	DEMANDE 2002	LF 2002
	ALLOCATIONS CHEFFERIES		
421 411 041 52 00	PROVINCE DU WOLEU NTEM	141 600 000	141 600 000
421 431 011 52 00	PROVINCE DE L'OGOUE MARITIME	35 820 000	35 820 000
421 441 071 52 00	PROVINCE DE LA NGOUNIE	137 880 000	137 880 000
421 461 021 52 00	PROVINCE DU MOYEN OGOOUE	42 600 000	42 600 000
421 471 051 52 00	PROVINCE DE L'OGOUE IVINDO	59 580 000	59 580 000
421 481 031 52 00	PROVINCE DE L'OGOUE LOLO	90 540 000	90 540 000 •
421 491 081 52 00	PROVINCE DE LA NYANGA	58 800 000	58 800 000
421 511 002 52 00	PROVINCE DE L'ESTUAIRE	36 630 000	36 630 000
421 611 061 52 00	PROVINCE DU HAUT OGOOUE	89 160 000	89 160 000
TOTAL ALLOCATIONS CHEFFERIES		**692 610 000**	**692 610 000**

IMPUTATION	LIBELLE	DEMANDE 2002	LF 2002
	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT		
002 701 000 5300	CFG	3 372 000 000	3 372 000 000
002 702 000 5300	AIR GABON	5 400 000 000	5 400 000 000
002 703 000 5300	GABON POSTE	8 000 000 000	8 000 000 000
002 704 000 5300	REGULATION POSTE	1 300 000 000	1 300 000 000
002 705 000 5300	REGULATION TELECOM	900 000 000	900 000 000
002 707 000 5300	EAULECO	1 800 000 000	1 800 000 000
002 708 000 5300	HEVEGAB	5 700 000 000	5 700 000 000
002 709 000 5300	AGROGABON	8 713 000 000	8 713 000 000
002 706 000 5300	CNI	215 000 000	215 000 000
002 672 000 53 00	SOUTIEN A LA PRESSE ECRITE	500 000 000	500 000 000
002 631 000 53 00	PARTIS POLITIQUES	500 000 000	500 000 000
002 801 000 5300	HORIZONS NOUVEAUX	600 000 000	600 000 000
922 996 000 53 00	SYNDICATS	100 000 000	100 000 000
121 231 703 53 00	QUESTURE ASSEMBLEE NATIONALE	115 000 000	115 000 000
121 123 707 53 00	QUESTURE SENAT	100 000 000	100 000 000
311 114 000 53 00	DIRECTION OFFICE NAT- ANCIENS COMBAT-	65 000 000	65 000 000
432 515 000 53 00	AGENCE GABONAISE DE PRESSE	287 795 000	287 795 000
432 511 000 5300	AFRICA N°1	1 060 000 000	1 060 000 000
552 996 000 53 00	AGENCE PROMOTION INVESTISSEMENTS	653 000 000	500 000 000
512 995 000 53 00	B.N.C.R.	300 000 000	300 000 000
512 996 000 53 00	ZONE FRANCHE ÎLE MANDJI	1 500 000 000	1 200 000 000
522 511 000 53 00	PROMOGABON	331 180 000	100 000 000
522 611 000 53 00	FAGA	350 000 000	200 000 000
542 511 000 53 00	CHAMBRE DE COMMERCE	1 088 274 000	500 000 000
512 994 000 53 00	CAISSE PEREQUATION FARINE	450 000 000	450 000 000
562 911 000 53 00	CENTRE NATIONAL ANTI-POLLUTION	30 000 000	30 000 000
712 350 000 53 00	TRANSPORTS SCOLAIRES	800 000 000	800 000 000
712 511 000 53 00	SOGATRA	1 620 000 000	500 000 000
722 521 000 53 00	ASECNA	800 000 000	500 000 000
722 522 000 53 00	RESEAU DOMESTIQUE SECONDAIRE	400 000 000	400 000 000
812 990 000 53 00	CORPS DE LA PAIX	104 000 000	104 000 000
822 211 000 53 00	A.N.F.P.P. (Direction Gle.)	162 296 000	162 296 000
822 212 000 53 00	CFPP ONDIMBA	104 017 000	104 017 000
822 213 000 53 00	CFPP NKEMBO	56 587 000	56 587 000
822 214 000 53 00	C.I.A.D.F.O.R.	17 792 000	17 792 000
822 221 011 53 00	C.F.P.P. PORT GENTIL	50 448 000	50 448 000
822 222 061 53 00	C.F.P.P. FRANCEVILLE	49 404 000	49 404 000
822 223 081 53 00	C.F.P.P. TCHIBANGA	29 458 000	29 458 000
822 224 031 53 00	C.F.P.P. KOULAMOUTOU	41 565 000	41 565 000
831 119 000 53 00	MOUVEMENTS DE JEUNESSE (S.G.)	60 000 000	60 000 000
831 111 000 53 00	CABINET DU MINISTRE	60 000 000	60 000 000
832 950 000 53 00	OFFICE NATIONAL GESTION STADES	90 000 000	90 000 000

IMPUTATION	LIBELLE	DEMANDE 2002	LF 2002
852 995 000 53 00	MUSEE DES ARTS ET TRADITIONS	50 000 000	50 000 000
852 996 000 53 00	THEATRE NATIONAL	50 000 000	50 000 000
852 994 000 53 00	ANPAC	66 980 000	66 980 000
862 511 000 53 00	C I R M F	600 000 000	600 000 000
862 521 000 53 00	CENAREST	350 000 000	350 000 000
912 950 000 53 00	HOPITAL SCHWEITZER	500 000 000	500 000 000
922 311 000 53 00	OFFICE NATIONAL POUR L'EMPLOI	415 444 000	352 000 000
952 511 000 53 00	CNGS	1 400 000 000	500 000 000
TOTAL SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT		**51 594 240 000**	**47 502 342 000**
002 652 000 53 13	RAMASSAGE ORDURES COMMUNE POG	1 200 000 000	1 200 000 000
002 653 000 53 13	RAMASSAGE ORDURES COMMUNE LBV	3 600 000 000	3 600 000 000
002 654 000 53 13	RAMASSAGE ORDURES COMMUNE OWENDO	145 000 000	145 000 000
002 655 000 53 13	RAMASSAGE ORDURES COMMUNE FCV	103 000 000	103 000 000
002 656 000 53 13	RAMASSAGE ORDURES COMMUNE MOANDA	50 000 000	50 000 000
002 657 000 53 13	RAMASSAGE ORDURES CHEFS LIEUX PROVINCE	300 000 000	300 000 000
002 658 000 53 13	RAMASSAGE ORDURES CHEFS LIEUX DEPART-(4	697 000 000	697 000 000
111 141 000 53 13	RAMASSAGE ORDURES PRESIDENCE	45 194 000	45 194 000
911 311 708 53 13	RAMASSAGE ORDURES C.H.L.	13 000 000	13 000 000
TOTAL RAMASSAGE DES ORDURES		**6 153 194 000**	**6 153 194 000**
	ALLOCATIONS ENSEIGNEMENT		
811 416 000 54 00	ENSEIGNEMENT PRIVE ALLIANCE CH.	100 000 000	100 000 000
811 413 000 54 00	ENSEIGNEMENT PRIVE CATHOLIQUE	500 000 000	500 000 000
811 414 000 54 00	ENSEIGNEMENT PRIVE PROTESTANT	200 000 000	200 000 000
811 417 000 54 00	ENSEIGNEMENT PRIVE ISLAMIQUE	40 000 000	40 000 000
811 415 000 54 00	ENSEIGNEMENT PRIVE LAIC	50 000 000	50 000 000
TOTAL ALLOCATIONS ENSEIGNEMENT		**890 000 000**	**890 000 000**
	AIDES ET SECOURS		
311 151 000 55 00	Etat Major Général des Armées	5 000 000	5 000 000
311 155 000 55 00	ECOLE D'ETAT MAJOR	3 000 000	3 000 000
311 315 000 55 00	ECOLE ENFANTS DES TROUPES	3 000 000	1 500 000
311 411 000 55 00	FORCES TERRESTRES	15 000 000	5 000 000
311 421 000 55 00	MARINE NATIONALE LIBREVILLE	3 000 000	3 000 000
311 422 011 55 00	MARINE NATIONALE PORT-GENTIL	2 000 000	2 000 000
311 423 082 55 00	MARINE NATIONALE MAYUMBA	1 000 000	1 000 000
311 511 000 55 00	ARMEE DE L'AIR	1 000 000	1 000 000
311 513 000 55 00	LIBREVILLE PC MVENGUE	1 000 000	1 000 000
441 115 000 55 00	D° Gle. ORGANISATION ET PERSONNELS	500 000	-
931 121 000 55 00	AIDES ET SECOURS INDIGENTS (DGAS)	8 500 000 000	500 000 000
941 233 000 55 00	AIDES AUX FILLES-MERES	600 000 000	600 000 000
	TOTAL AIDES ET SECOURS	**9 142 000 000**	**1 122 500 000**
911 211 000 56 00	DIRECTION GLE SANTE PUBLIQUE	38 400 000	38 400 000
	TOTAL IND-AGENTS SANTE VILLAGE	**38 400 000**	**38 400 000**
002 118 000 57 00	**SECURITE & SOUVERAINETE**	**100 000 000 000**	**49 657 248 000**
58 00 (tous services)	**COTISATIONS INTERNATIONALES**	**3 143 878 400**	**2 581 109 000**
002 118 000 59 00	**PENSIONS**	**7 500 000 000**	**7 500 000 000**
TOTAL TRANSFERTS & INTERVENTIONS		**209 105 075 400**	**145 400 000 000**

Source : DGB

ANNEXE N° 6 : DETAIL DES COTISATIONS INTERNATIONALES

(En francs cfa courants)

SECTION	ORGANISMES BENEFICIAIRES	LFR 2001	DEMANDE 2002	LF 2002	Ecart LFR/LF2002
OO	Croix Rouge Nationale	5 000 000	5 000 000	5 000 000	-
12	Union des Parlementaires	14 095 000	14 095 000	14 095 000	-
	Association des Sécretaires généraux des Parlements	1 000 000	1 000 000	1 000 000	-
	Associat° Internationale Parlementaires Lgue Française	10 360 000	10 360 000	10 360 000	-
	Union des Parlementaires Africains	15 000 000	15 000 000	15 000 000	-
13	INTOSAI	2 200 000	2 200 000	2 200 000	-
	Cour de Cassation	-	3 000 000	3 000 000	- 3 000 000
	Association internat- des hautes juridictions adm-	5 000 000	5 000 000	5 000 000	-
	AFROSAI	900 000	900 000	900 000	-
14	ACCPUF	5 000 000	5 000 000	5 000 000	-
	CIRCAF	-	5 000 000	-	- 5 000 000
	Union conseils Eco-Sociaux d'Afrique	5 000 000	7 000 000	5 000 000	- 2 000 000
	Reseau des instances Afric- communicat°R.I.A.R.C.	5 000 000	5 000 000	5 000 000	-
15	Archives nationales	-	750 000	-	- 750 000
25	OUA et Agences spécialisées	310 000 000	250 000 000	250 000 000	60 000 000
	ONU	400 000 000	500 000 000	460 000 000	- 100 000 000
	Fonds marins	1 260 000	1 260 000	1 260 000	-
	Organisation interdict°- armes chimiques (OIAC)	6 000 000	6 000 000	6 000 000	-
	Commission Nationale de la Francophonie	65 000 000	65 000 000	65 000 000	-
	Programme spécial de dvpt (PSD)	10 000 000	10 000 000	10 000 000	-
	Fonds Francophone des Inforoutes	50 000 000	50 000 000	50 000 000	-
	GROUPE DES 77		50 000 000	-	- 50 000 000
	CTBTO		18 300 000	18 054 600	- 18 300 000
	MARAC-COPAX		15 000 000	15 000 000	- 15 000 000
	CNUSA		1 000 000	1 000 000	- 1 000 000
	CONVENTION D'OTAWA		2 000 000	2 000 000	- 2 000 000
	OCI		75 000 000	75 000 000	- 75 000 000
31	C.I.S.M.	4 465 000	2 233 000	2 233 000	2 232 000
41	CAFRAD	6 600 000	6 600 000	6 600 000	-
	UPAP		25 000 000	25 000 000	- 25 000 000
	UAT		7 000 000	7 000 000	- 7 000 000
43	CIRTEF	20 000 000	20 000 000	20 000 000	-
	URTI	3 500 000	3 500 000	3 500 000	-
	URTNA	22 500 000	22 500 000	22 500 000	-

44	Organisation de la Police criminelle	6 920 000	6 920 000	6 920 000	-
51	IIA	25 000 000	25 000 000	25 000 000	-
	CIARCA	20 000 000	20 000 000	20 000 000	-
	Ecole Inter Etat des Douanes	30 000 000	30 000 000	30 000 000	-
	CEMAC	400 000 000	400 000 000	400 000 000	-
	CREDAF	2 000 000	2 000 000	2 000 000	-
	Organisation Assurances Africaines	6 000 000	6 000 000	6 000 000	-
52	Association mondiale PME		5 000 000	-	- 5 000 000
53	ACP	57 000 000	57 000 000	57 000 000	-
	AFRISTAT	5 000 000	5 000 000	5 000 000	-
	PNUD	100 000 000	100 000 000	100 000 000	-
55	ONUDI	10 000 000	11 500 000	10 000 000	- 1 500 000
	CEEAC	100 000 000	340 000 000	100 000 000	- 240 000 000
	O.I.C.	1 800 000	1 800 000	1 800 000	-
	O.M.C.	5 000 000	35 000 000	5 000 000	- 30 000 000
	ISTA		50 000 000	-	- 50 000 000
	O.M.P.I.	5 000 000	70 000 000	5 000 000	- 65 000 000
	CEBEVIRHA	30 000 000	34 929 400	34 929 400	- 4 929 400
56	Programme des Nations Unies pour l'Environnement	25 000 000	25 000 000	25 000 000	-
57	Organisation Africaine de cartographie	10 000 000	10 000 000	-	-
61	FAO	33 500 000	33 500 000	33 500 000	-
	EPIZOOTIES	-	13 404 000	13 404 000	- 13 404 000
	Alliance des Pays Producteurs de Cacao	10 200 000	10 200 000	10 200 000	-
62	COREP	52 000 000	52 000 000	52 000 000	-
	RAMSAR CITES	750 000	750 000	750 000	-
	ICCAT	7 550 000	7 550 000	7 550 000	-
	Organisation Internationale des Bois Tropicaux	13 804 000	13 804 000	13 804 000	-
65	INTA	2 000 000	2 000 000	2 000 000	-
	AFRICITE	2 000 000	2 000 000	2 000 000	-
	Fonds International de l'Habitat	20 000 000	20 000 000	20 000 000	-

SECTION	ORGANISMES BENEFICIAIRES	LFR 2001	DEMANDE 2002	LF 2002	Ecart LFR/LF2002
66					
	Agence Internationale pour l'Energie Atomique	32 000 000	32 000 000	32 000 000	-
	Conseil Mondial de l'Energie	4 500 000	4 500 000	4 500 000	-
67	APPA	18 000 000	18 000 000	18 000 000	-
	DGH		5 700 000	-	- 5 700 000
72	CAFAC	3 273 000	7 500 000	3 273 000	- 4 227 000
	OACI	7 800 000	22 500 000	7 800 000	- 14 700 000
	Organisation Mondiale de la Météorologie	7 694 000	7 694 000	7 694 000	-
73	Organisation Mondiale du Tourisme	17 353 000	20 000 000	17 353 000	- 2 647 000
74	CMEAOC	23 420 000	23 420 000	23 420 000	-
	Organisation Maritime Internationale	1 566 000	1 566 000	1 566 000	-
	Academie des sciences et tech- de la mer	26 000 000	26 000 000	-	-
81	UNESCO	28 961 000	28 961 000	28 961 000	-
83	CONFEJES	2 000 000	2 600 000	2 600 000	- 600 000
	Mouvement Panafricain de Jeunesse	700 000	700 000	700 000	-
	Conseil Supérieur du Sport en Afrique	9 000 000	9 000 000	9 000 000	-
	Journée Mondiale du Scoutisme	12 000 000	12 000 000	12 000 000	-
84	CAMES	18 402 000	18 402 000	18 402 000	-
	Ecole Africaine d'Architecture et d'Urbanisme	26 000 000	26 000 000	26 000 000	-
85	CICIBA	150 000 000	150 000 000	150 000 000	-
91	Fondation Leon Mba	10 000 000	20 000 000	20 000 000	- 10 000 000
	OMS	30 000 000	60 000 000	60 000 000	- 30 000 000
92	OIT	21 330 000	21 330 000	21 330 000	-
	CRADAT	7 100 000	7 100 000	7 100 000	-
96	BIT	1 500 000	1 500 000	1 500 000	-
	IDEP	1 500 000	1 500 000	1 500 000	-
	IPD	1 000 000	1 000 000	1 000 000	-
	ANPE	3 000 000	3 000 000	3 000 000	-
	DGRH		10 000 000	-	- 10 000 000
	UEPA	1 850 000	1 850 000	1 850 000	-
	TOTAL CONTRIBUTIONS INTERNATIONALES	2 414 353 000	3 143 878 400	2 581 109 000	- 729 525 400